

Délibération n° 2020-10-98 du 15 octobre 2020

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-79 et D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 15 octobre 2020,

Décide :

Exposé des Motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche de l'immobilier a transmis à France compétences, avant le 24 août 2020, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches



sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'immobilier, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de l'immobilier dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 15 octobre 2020

Le Président du Conseil d'administration,
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

Recommandations de France compétences à la branche de l'immobilier

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de l'immobilier pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1527

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'immobilier	RNCP30037	ACTIVITÉS JURIDIQUES : CONTENTIEUX ET RECOUVREMENT (FICHE NATIONALE)	9300	8400	7210	8652	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP30038	ACTIVITÉS JURIDIQUES : MÉTIERS DU DROIT DE L'IMMOBILIER (FICHE NATIONALE)	9300	7950	7210	9000	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP2898	ASSISTANT JURIDIQUE	8400	6300	6100	8300	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP28026	CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE	9000	10000	9100	10300	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP34386	CONSEILLER PATRIMONIAL	8750	8400	7210	8715	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP30095	MANAGEMENT DES ACTIVITÉS COMMERCIALES (FICHE NATIONALE)	8750	7600	7210	7828	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP30106	MÉTIERS DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITÉ : COMPTABILITÉ ET PAIE (FICHE NATIONALE)	8750	6300	6111	6489	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP29764	MÉTIERS DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITÉ : CONTRÔLE DE GESTION (FICHE NATIONALE)	8750	6700	6499	6901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'immobilier	RNCP30107	MÉTIERS DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITÉ : FISCALITÉ (FICHE NATIONALE)	8750	8200	7210	8446	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP29776	MÉTIERS DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITÉ : GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE (FICHE NATIONALE)	8750	6700	6499	6901	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP29783	MÉTIERS DE L'IMMOBILIER : GESTION ET DÉVELOPPEMENT DE PATRIMOINE IMMOBILIER (FICHE NATIONALE)	9300	8900	7210	9167	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP2920	PROFESSIONS IMMOBILIÈRES	8400	7000	6790	7210	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP32035	WEBDESIGNER	8750	7364	7143	7585	NON CONFORME
CPNE de l'immobilier	RNCP2426	LICENCE LICENCE ECONOMIE ET GESTION (FICHE NATIONALE)	8750	7300	7081	7519	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés